



Les **MODES D'EMPLOI** du **SNPES-PJJ/FSU**



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Mobilité des éducateur.trice.s et CSE 2020 : comment ça marche ?

Ce mode d'emploi sur la mobilité ne concerne que les corps des éducateur.trice.s et C.S.E de la PJJ . Cette campagne de mobilité de l'automne 2020 a lieu suite au report de la campagne du printemps 2020 pour cause de crise sanitaire

Des mutations sans CAP ?

Suite au vote en août 2019 de la loi sur la transformation de la Fonction Publique, la notion de paritarisme a été supprimée en ce qui concerne la mobilité et l'avancement des personnels. Ainsi la mobilité des personnels pour l'ensemble des agent.e.s du ministère de la Justice est aujourd'hui régie par des « **Lignes Directrices de Gestion** ». Les **LDG 2020** ont été présentées aux organisations syndicales lors du Comité Technique Ministériel du 6 février 2020, l'ensemble des organisations a voté contre ce texte qui est pourtant aujourd'hui imposé par le Secrétariat Général. Des discussions sur les modalités de **LDG** pour 2021/2023 seront prochainement présentées aux organisations syndicales.

Le SNPES-PJJ et sa fédération la FSU militent pour l'abrogation de la loi sur la transformation de la Fonction Publique et le retour au paritarisme dans la gestion de la carrière des agent.e.s. Le paritarisme est un élément essentiel du statut général des fonctionnaires et l'application du barème pour toutes et tous garantit la transparence contre l'arbitraire total de l'administration.

A l'occasion de la tenue de la CAP, les délégué.e.s des personnels du SNPES-PJJ/FSU portaient une vision collective du corps représenté et une transparence de la gestion de la carrière des agent.e.s basée sur le respect du barème et de l'ancienneté à la PJJ et sur son poste. Les CAP étaient aussi l'occasion de mener des débats avec l'administration sur le devenir et les difficultés rencontrées par les différents corps.

La disparition des CAP et le profilage d'une grande partie des postes des corps spécifiques de la PJJ met fin à l'idée que les personnels, aux travers des délégué.e.s CAP, participent à la gestion de leur carrière.

La campagne de mobilité des autres corps du ministère de la justice du printemps 2020 a montré que les nouvelles modalités de gestion de la mobilité laissaient libre cours à un arbitraire total dans le recrutement.

Les CAP sont remplacées par des commissions d'arbitrage qui se tiendront en présence de la sous-direction RH de la DPJJ et des 9 DRH des DIR.

Comment demander une mobilité :

Attention : Les demandes de mutation faites au printemps 2020 ne sont plus valables il faut IMPERATIVEMENT refaire une demande sur le portail Harmonie. La liste des postes proposés est différente de celle du printemps.

Il est important de suivre la procédure complètement, au risque de voir sa demande rejetée. Il est conseillé de ne surtout pas se censurer dans ses demandes !

Quand ? :

La circulaire de mobilité est parue le 15 septembre 2020, les demandes se font à compter du 15 septembre 2020 jusqu'au 16 octobre 2020.

Les entretiens sur les postes profilés doivent être réalisés au plus tard le 20 octobre 2020. **Si vous avez déjà fait un entretien au printemps sur un poste il n'est pas nécessaire de refaire cet entretien.**

Les postes (PV et PSDV) seront publiés sur la note, consultables sur intranet ou sur la bourse publique de l'emploi (BIEP). Tous les postes publiés font l'objet d'une fiche de poste.

Où ? :

Les demandes se font uniquement dans le progiciel [H@rmonie](#). Les agents, absents de leur service et qui sont donc autorisés à utiliser le formulaire papier, ont jusqu'au 16 octobre 2020 pour faire parvenir leur demande à la DIR.

Comment ? :

Les personnels doivent émettre des vœux pour la mobilité 2020 uniquement par le biais du logiciel H@rmonie, accessible via intranet. La demande de mobilité doit être saisie dans le logiciel entre le 15 septembre et le 16 octobre 2020. Pour cela, chaque agent dispose d'un code personnel, s'il n'en a pas connaissance, il doit en faire la demande auprès de sa hiérarchie. La fiche de vœux imprimée par l'agent est remise au ou à la supérieur.e hiérarchique pour signature et transmission, mais c'est la date de saisie par l'agent.e qui compte. Une Hotline téléphonique est mise en place par la DPJJ, à utiliser en cas de difficulté, le numéro sera indiqué sur le portail.

Seul.e.s les agent.e.s qui ne sont pas sur leur service (maternité, maladie, disponibilité, congé parental...) peuvent faire une demande sur papier dont le formulaire leur sera fourni par leur DIR en même temps que la circulaire. Leur demande papier sera à renvoyer à leur dernière DIR de rattachement qui se chargera de la saisie informatique. Pour ces agent.e.s, il ne faut pas hésiter à interpeller la DIR à compter de la date de parution de la circulaire de mobilité.

La date d'entrée à la PJJ est la date de la 1ère installation à la PJJ, que ce soit en qualité de contractuel.le, de stagiaire ou de titulaire. L'affectation doit reprendre l'intitulé exact de la nomenclature 2020 comme pour les postes sollicités. La date d'affectation est la date d'entrée dans le service figurant sur le dernier arrêté de nomination.

Attention : Quand il s'agit d'un premier poste, l'ancienneté dans la résidence administrative est celle de la pré-affectation et non pas de la date de titularisation.

Les vœux exprimés en PV (postes vacants), PSDV (postes susceptibles de devenir vacants) ou postes spécifiques (postes à profil) doivent figurer sur un seul et même imprimé fourni avec la circulaire de mobilité ou sur H@rmonie .

Les intitulés des vœux doivent impérativement correspondre aux libellés de la nomenclature annexée à la circulaire: des ajouts de mentions ou informations différentes ne seront pas retenus par l'administration, et peuvent entraîner l'annulation de la demande. (Attention à la distinction entre services et unités !)

Vous devez impérativement classer vos vœux par ordre de préférence et non en fonction des PV, PSDV ou postes spécifiques. Nous vous conseillons de classer vos vœux en fonction de vos priorités et non à partir d'hypothèses sur les postes que les un.e.s ou les autres seraient susceptibles d'obtenir. Vous

pouvez demander tous les postes, même ceux indiqués sous réserve ou priorité agent redéployé : ceux-ci peuvent en effet ne pas être demandés par des agents redéployés ou la réserve peut être levée.

Pour les éducateur.trice.s, quand vous postulez sur un poste classique en PV ou en PSDV, il est important de se renseigner sur les missions particulières qui pourraient être rattachées à ce poste (QM, classe relais...).

Quand les postes ne sont pas profilés, une seule demande en PSDV sur un même service suffit, quel que soit le nombre de postes susceptibles de se libérer par la suite.

Après avoir rempli la fiche de candidature, celle-ci doit être imprimée et transmise à la hiérarchie avec les éventuelles pièces justificatives concernant la situation individuelle.

Combien ? :

Les éducateur.trice.s et CSE peuvent faire 10 vœux.

Qui ? :

Tous les personnels titulaires à la date d'ouverture du portail (15 septembre 2020) peuvent faire une demande de mobilité : personnels en activité, en congé maternité, maladie, de formation professionnelle, mis à disposition, en disponibilité, en détachement, en congé parental.

La règle dite « des 2 ans » disparaît avec la mise en œuvre des LDG, de manière générale une durée minimale de présence sur le poste est indiquée :

- 2 ans pour une première affectation
- 3 ans pour les autres

Pour autant **ces durées minimales sont indicatives**, vous pouvez faire une demande avant ces délais si vous le souhaitez.

La mobilité n'est pas ouverte sur les postes de CSE fonctionnel.le.s, futurs postes de cadres éducatifs (RUE, RLC, CT, rédacteurs en A.C)

Les CSE sur des postes fonctionnels qui ne se sont pas inscrits à la commission de sélection des Cadres Éducatifs ou qui ont échoué à celle-ci peuvent faire acte de candidature à la mobilité.

Je postule sur un poste d'éducateur.trice/CSE en administration centrale, ENPJJ, en CEF (DIR Grand Nord , Grand Centre, Sud Ouest et Sud Est) à l'UEMO Commerce ou Montélimar. Ces postes sont désormais tous **des postes à profil** et sont donc soumis à un entretien (présentiel, téléphonique ou visioconférence) obligatoire, il est conseillé de demander cet entretien au plus vite. Un CV, une lettre de motivation et les trois derniers CREP doivent être fournis avant la rencontre avec le ou la supérieur.e hiérarchique du poste souhaité. Les recruteur.se.s ont la possibilité de ne pas recevoir certain.e.s postulant.e.s en entretien : dans ce cas, il doit en informer l'agent par un écrit motivé. Les frais de déplacement liés aux entretiens sont pris en charge par le service d'origine.

Les LDG précisent que l'entretien doit être réalisé par le ou la « supérieur.e hiérarchique direct.e » mais elle ne limite pas à sa seule présence. Ainsi lors de l'entretien, la ou le candidat.e sur une unité pourra être reçu.e par le ou la RUE et le ou la directeur.trice de service.

Suite à l'entretien, le ou la recruteur.se doit informer les candidat.e.s non retenu.e.s par un écrit argumentant les raisons du refus. Le ou la recruteur.se informe également les candidat.e.s retenu.e.s en leur précisant leur rang de classement.

Si vous avez déjà réalisé un entretien pour ces postes au printemps 2020, il n'est pas nécessaire de refaire cette démarche, elle reste valable.

Je postule sur un poste d'éducateur.trice. En 2020, les éducateur.trice.s et CSE postulant sur un poste « classique d'éducateur.trice » **ne sont pas soumis.e.s** à un entretien systématique et à la transmission d'un CV, lettre de motivation et CREP. La DPJJ indique qu'elle ne tiendra pas compte des éventuels entretiens qui pourraient être faits pour le recrutement sur ces postes.

Procédure pour les postes Outre-Mer:

Ces postes ne sont pas des postes à profil (on peut donc postuler en PSDV) mais un entretien reste obligatoire. Les années précédentes des réunions d'information spécifiques étaient organisées, la nouvelle note sur la gestion de la mobilité ne précise pas si ces réunions sont maintenues. Nous vous conseillons de prendre attache auprès de la DIR IDF/OM pour avoir cette information (drh-om.dirpjj-idf-om@justice.fr.)

L'entretien avec la DIR Île-de-France / Outre Mer est toujours obligatoire pour les personnes ne répondant pas aux critères des centres d'intérêts matériels et moraux, il doit être demandé par l'agent par mail (dirpjj-idf-om@justice.fr). Les entretiens auront lieu entre le 15 mars et le 16 octobre 2020.

Cet entretien pourra avoir lieu soit physiquement dans les locaux de la DIR, soit par visioconférence ou par téléphone. Si cette entrevue n'a pas été demandée, la demande de mutation ne sera pas prise en compte.

L'agent.e doit également fournir un dossier comportant la demande de mutation, une lettre de motivation, un CV et la dernière évaluation. Le DIR IF/OM (ou son ou sa représentant.e) doit faire un compte rendu transmis à la DPJJ.

L'entretien doit évaluer « la capacité à représenter l'institution au local, la connaissance du territoire sollicité et la solidité du projet personnel ». La DPJJ a accepté, à notre demande, de refaire figurer expressément la notion d'intérêts moraux et familiaux qui n'apparaissait plus dans le projet de circulaire.

L'ensemble de cette procédure ne s'applique pas pour un personnel demandant une mutation dans le même département ou collectivité d'Outre Mer, mais elle est obligatoire pour une demande de mobilité d'un département ou d'une collectivité à l'autre. Les mutations de personnels de catégorie A vers ces territoires DOM et COM doivent être préalablement soumises à l'avis du ministère de l'Outre-Mer qui rend un avis.

Pour les postes à Mayotte, depuis la départementalisation, ils sont traités comme les autres postes DOM, il n'y a plus d'engagement de deux ans.

Pour les postes à Papeete, ils sont publiés mais le recrutement doit être si possible local avec exigence linguistique.

Pour les postes en Nouvelle Calédonie, ils n'apparaissent pas dans la circulaire. Il s'agit de mises à disposition qui feront l'objet d'un appel à candidature dans les semaines à venir et d'entretiens auprès de la DIR IdF/OM.

Le SNPES-PJJ/FSU défend depuis de nombreuses années la priorité à la mobilité des personnels originaires des DOM.

Attention ! Pour les postes profilés (DS, PT, Psychologue et éducateur.trice/CSE en administration centrale, ENPJJ ou CEF) l'entretien de recrutement reste obligatoire. Postuler sur un poste profilé en Outre Mer fera donc que le ou la candidat.e devra subir deux entretiens.

Critères, barèmes, priorités, commission d'arbitrage...c'est quoi ce bazar ?:

Les commissions d'arbitrages :

Les CAP sont désormais remplacées par **des commissions d'arbitrages** qui se réuniront par corps. Ces commissions sont composées de représentant.e.s de la sous direction RH nationale et des 9 DRH des DIR. Les délégué.e.s des personnels sont désormais exclu.e.s de ces commissions, ce qui permettra à l'administration de décider des mobilités en tout arbitraire.

Et le barème?:

Avec la fin des CAP toute référence officielle au barème disparaît.

Pour les **DS, PT, Psychologue et éducateur.trice/CSE en Administration Centrale, ENPJJ ou CEF**, ce sont les conclusions du compte rendu d'entretien et les priorités dites statutaires qui seront prises en compte lors de la commission d'arbitrage pour départager les postulant.e.s.

Pour les éducateur.trice.s/CSE qui postulent sur des postes non profilés, il n'y a pas d'entretien. En 2020, la commission d'arbitrage nationale tiendra compte de « critères tenant compte de l'ancienneté »...**de l'art et la manière d'utiliser le barème sans en parler !** Lors de la diffusion des résultats, aucune mention à ces « critères » ne sera faite, dès lors toutes les spéculations seront possibles !

Le SNPES-PJJ/FSU a toujours été opposé à la multiplication des postes à profil et milite pour le retour au barème pour l'ensemble des corps de la PJJ et du ministère de la Justice.

Les priorités statutaires:

- Les personnels dont le service est fermé ou le poste supprimé bénéficient d'une priorité dans le cadre du redéploiement. Depuis 2018, ils peuvent aussi bénéficier d'une priorité dans une DT limitrophe de leur résidence administrative (hors de leur DIR), après accord de la Direction InterRégionale d'arrivée. Si leur demande de mutation se fait en dehors de leur DIR, ils perdent cette priorité. Nous invitons les agents se trouvant dans cette situation à se rapprocher de la section locale du SNPES-PJJ/FSU afin d'être accompagnés.
- Rapprochement de conjoint.e (RC) ou de partenaire PACS (RP), un certain nombre de documents sont indispensables pour bénéficier de la priorité lors de la mutation. Ceux-ci sont demandés pour, notamment, apporter la preuve de l'effectivité de l'éloignement. Au-delà des documents spécifiés par la circulaire et déclinés ci-dessous, tout autre document jugé utile peut être communiqué.
Pour les RC : copie du livret de famille à jour ou extrait d'acte de naissance (de moins de 3 mois) avec mention du mariage ou extrait d'acte de mariage; attestation (de moins de 3 mois) de l'activité professionnelle du conjoint ou de la conjointe (lieu d'exercice, date de prise de fonction) ; copie du justificatif du domicile de l'agent.e et du domicile du ou de la conjoint.e.
Pour les RP : attestation (de moins de 3 mois) du contrat PACS ou copie intégrale de l'acte de naissance comportant la mention du PACS (de moins de trois mois) ; copie de l'avis d'imposition commune 2019 (revenus de 2018) ou la déclaration d'imposition de 2019 (le document pourra être transmis jusqu'au jour de la commission d'arbitrage) ; attestation récente de l'activité professionnelle du partenaire (idem ci-dessus) ; copie du justificatif de l'agent.e et du domicile du ou de la conjoint.e.
- Reconnaissance du Handicap : l'agent.e reconnu.e travailleur.euse handicapé.e par la commission des droits de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ou titulaire d'une carte d'invalidité délivrée par l'office national des anciens combattants et victimes de guerre bénéficie à ce titre d'une priorité. Le justificatif en cours de validité doit être joint à la demande de mutation.
- Depuis la parution de la note du 28 février 2017, le critère du Centre des Intérêts Matériels et Moraux (CIMM) dans une collectivité d'Outre Mer est devenue une priorité légale d'affectation. Pour bénéficier de cette priorité statutaire, les agent.e.s doivent en faire la demande dans leur demande de mobilité et doivent remplir une fiche de reconnaissance du CIMM. Le SNPES-PJJ/FSU demande à ce que les critères du CIMM soient les plus larges possibles et s'opposera à toute interprétation restrictive de cette priorité statutaire, notamment en exigeant de pouvoir justifier de plusieurs critères.

Les critères subsidiaires:

- Rapprochement familial (RF) :

Il concerne la séparation (l'éloignement) du ou de la concubine, d'ascendant.e.s ou d'enfant(s). Cette modalité concerne aussi les enfants majeurs handicapés (fournir l'attestation de reconnaissance). Les documents nécessaires sont: acte(s) de naissance des enfant(s) séparé(s) ou copie du livret de famille, deux justificatifs de domicile, un pour l'agent.e concerné et un pour le ou les enfant(s). Le rapprochement familial ne constitue pas une priorité ; les demandes de mutation sur cette base sont examinées comme des demandes de mutation à caractère social.

Il n'est pas possible de formuler une demande de rapprochement familial et de rapprochement de conjoint.e en même temps. Il faut donc choisir avec quel type de « priorité » la demande de mutation est formulée.

Un.e agent.e en disponibilité ou en congé parental au moment de la CAP peut bénéficier de la priorité en cas de demande de réintégration avec RC ou RP.

Pour ceux et celles qui demandent un rapprochement de conjoint.e ou de partenaire PACS : il est rappelé aux agent.e.s qu'ils ou elles doivent postuler sur plusieurs des services situés dans la ou les communes les plus proches, dans laquelle le ou la conjoint.e ou le ou la partenaire exerce son activité professionnelle, cela s'entend dans le département ou le cas échéant dans les départements limitrophes.

L'administration sera attentive à ce que les agent.e.s postulent sur un panel de structures : milieu ouvert, hébergement... lorsque cela est possible.

Les vœux formulés en dehors de ces exigences ne seront pas considérés comme prioritaires.

Le rapprochement de conjoint entre deux conjoint.e.s ou partenaires exerçant en Île de France est apprécié au regard du temps de trajet ; c'est-à-dire que si les conjoint.e.s travaillent dans deux départements limitrophes correctement reliés par les transports, la demande pourra être traitée comme une simple demande de mutation sans priorité.

(il est à noter que pour ce dernier chapitre concernant le rapprochement de conjoint ou de partenaire PACS, nous nous référons à la circulaire mobilité de 2019 puisqu'aucune autre précision n'apparaît dans la circulaire mobilité de 2020)

- La qualité de « proche aidant » est désormais prise en compte :

Il est nécessaire de fournir une copie du livret de famille, un justificatif de domicile du proche aidé et un certificat médical ou un rapport social.

Les situations particulières :

Veillez à fournir conjointement à votre demande toutes les pièces justificatives exigées ou que vous jugerez nécessaires à la compréhension de votre situation. De plus, nous vous incitons vivement à utiliser la case « observations ».

Demandes présentant un « caractère social »: l'agent.e doit s'adresser au département des Ressources Humaines et de l'action sociale de la plate-forme interministérielle (PFI) dont il dépend. Il pourra bénéficier dans ce cadre d'un entretien avec un.e ASS qui transmettra le cas échéant un rapport argumenté à la commission d'arbitrage avant la tenue de cette dernière. Nous conseillons de prendre contact avec votre DT pour obtenir les coordonnées de l'ASS compétent.e. Les dossiers sociaux réalisés au printemps 2020 sont toujours valables, ils peuvent être complétés par de nouveaux documents si nécessaire.

Demandes d'ordre médical: les certificats médicaux doivent être établis par un. médecin agréé.e et transmis à la commission.

Mutation sous réserve (demande liée, soumise à détachement, départ en retraite ou réussite à un concours...) : Quand l'administration est en mesure de lever ou de confirmer une réserve, l'agent doit en être informé par courrier. En cas de difficulté particulière, nous vous conseillons de vous rapprocher du SNPES-PJJ/FSU.

Mutation liée: cela concerne les demandes liées à la situation professionnelle du/de la conjoint.e, partenaire d'un PACS ou concubin.e.

Cette disposition concerne : 2 agent.e.s de la PJJ souhaitant muter en même temps (pas forcément sur la même structure), la fiche de vœux doit comporter le nom de l'autre personne concernée. Pour un.e agent.e qui souhaite muter concomitamment avec un.e fonctionnaire d'une autre administration ou un.e salarié.e d'entreprise privée, la demande de mobilité doit être alors demandée « sous réserve » de la mobilité effective de la personne.

L'agent.e doit indiquer à l'administration la levée de la réserve 15 jours après les résultats officiels de la mobilité ou à la date de la proclamation de la mobilité de son/sa conjointe s'il/elle est fonctionnaire.

Par ailleurs, quand un personnel relevant de l'obligation d'emploi devant faire l'objet d'une vigilance particulière (aménagement de poste et/ou d'horaires), mute dans le cadre de la mobilité, les DIR d'accueil et de départ doivent se mettre en relation afin de mettre le futur poste en conformité.

L'agent.e doit indiquer à l'administration la levée de la réserve 15 jours après les résultats officiels de la mobilité de son/sa conjointe s'il/elle est fonctionnaire.

Détachement, disponibilité et réintégration :

Les agent.e.s mis.e.s à disposition, en disponibilité ou en détachement qui veulent participer à la mobilité doivent transmettre à l'appui de leur fiche de vœux un courrier simple de demande de réintégration. A réception de ce courrier la dernière DIR dont dépendait l'agent lui adressera la liste de médecins agréés qui pourront fournir un certificat d'aptitude physique pour l'exercice des fonctions afférentes à son grade.

Les agent.e.s en position de congé parental peuvent faire des demandes dans le cadre de la campagne de mobilité. En dehors de cette période, ils ou elles doivent faire la demande de réintégration auprès de leur DIR d'origine, ils ou elles sont dès lors affecté.e.s au plus proche de leur ancien lieu de travail, ce qui est un concept assez flou !

Quel est le rôle des organisations syndicales ? :

Avec la disparition des CAP, le rôle des organisations syndicales change. Désormais les O.S siégeant au Comité Technique du Ministère de la Justice (c'est la cas du SNPES-PJJ au titre de la FSU) peuvent interpellier l'administration sur des situations individuelles avant la tenue de la commission nationale d'arbitrage, quel que soit le corps.

Vous pouvez contacter les représentant.e.s du SNPES-PJJ/FSU à la permanence nationale et transmettre vos dossiers à l'adresse suivante :

SNPES.PJJ.FSU@wanadoo.fr.

Le SNPES-PJJ/FSU continuera de défendre dans la plus grande transparence le droit des agents à bénéficier d'une mobilité.

Les résultats:

En l'absence de représentant.e.s des personnels lors de la commission d'arbitrage, les résultats seront uniquement diffusés par l'administration.

Les recours :

Comme toutes décisions administratives, celles rendues par les commissions nationales d'arbitrage peuvent faire l'objet de recours.

Le recours gracieux est adressé à l'autorité hiérarchique dont relève la décision attaquée. Ce recours gracieux doit être formulé dans les deux mois qui suivent la notification de la décision. L'autorité hiérarchique a un délai de deux mois à compter de la transmission du recours pour y répondre. Si elle n'a pas répondu durant ce délai, son silence doit être considéré comme un rejet.

Un nouveau délai de deux mois s'ouvre alors à l'agent.e pour former un recours contentieux devant **la juridiction administrative**. Le recours devant le tribunal administratif peut être formulé directement, sans même passer par le recours gracieux

Le calendrier en un coup d'oeil:

- Ouverture du portail [H@rmonie](#) le 15 septembre 2020.
- Date limite de candidature sur le portail: 16 octobre 2020. Il est également possible de modifier la demande de mutation par le portail H@rmonie qui annulera la précédente jusqu'à cette date. La même possibilité existe pour les agent.e.s autorisé.e.s à utiliser une demande papier.
- La date limite de réalisation des entretiens est fixée au 20 octobre 2020.
- **Dates limite d'annulation**, totale ou partielle, de la demande de mutation : elles doivent être formulées auprès de l'Administration Centrale au plus tard le 28 octobre 2020.

L'heure limite est fixée à 17H.

Aucune renonciation à une mutation ou à une réintégration n'est acceptée après la commission.

- **Dates des commissions nationales d'arbitrage :**
Éducateurs.trice.s/C.S.E : 23 au 27 novembre 2020.
- **Parution de la note de résultats de mobilité:**
semaine du 14 décembre 2020

La prise de poste : la date d'affectation est **le 01 janvier2021**, sauf pour certains postes où la situation RH le nécessite.



Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social - Protection Judiciaire de la Jeunesse

Fédération Syndicale Unitaire
54 rue de l'Arbre Sec 75001 PARIS
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr
www.snpespjj-fsu.org
<https://www.facebook.com/Snpes-Pjjfsu-1168350556516481/?fref=nf>
<https://twitter.com/snpespj>

